

3 septembre 2021

République centrafricaine : Situation sécuritaire à Bangui depuis janvier 2020

Avertissement

Ce document, rédigé conformément aux [lignes directrices](#) communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine, a été élaboré par la DIDR en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière et ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Table des matières

1. Bangui, capitale sous tension du fait des forces étatiques ou pro-étatiques	3
2. Bangui, capitale sous tension du fait de François Bozizé et de la Convention des patriotes pour le changement (CPC).....	7
3. L'insécurité liée à la criminalité.....	8
4. La situation sécuritaire à PK5 (3 ^{ème} arrondissement).....	9
Bibliographie.....	10

Résumé : Si la situation sécuritaire s'est améliorée depuis plusieurs mois à Bangui, des groupes armés étatiques ou paraétatiques dont des anciens groupes d'auto-défense de PK5 qui sont impliqués dans des opérations extrajudiciaires et la criminalité croissante participent au sentiment d'insécurité de la population. En outre l'attaque sur Bangui par la Coalition des Patriotes pour le Changement (CPC) de François Bozizé survenue après la réélection du Président Touadéra en janvier 2021 a certes été rapidement repoussée dans les quartiers de la capitale en partie grâce aux forces étrangères qui soutiennent le pouvoir de Bangui ce qui démontre la fragilité de la défense des institutions.

Abstract : While the security situation has improved for several months in Bangui, state or parastatal armed groups including former PK5 self-defense groups that are involved in extrajudicial operations and growing criminality are contributing to the feeling of insecurity in the community. population. In addition, the attack on Bangui by the Coalition of Patriots for Change (CPC) led by François Bozizé, which took place after the re-election of President Touadéra in January 2021, was certainly quickly repelled in the districts of the capital, in part thanks to the foreign forces which support the power of Bangui, which demonstrates the fragility of the defense of institutions.

Nota : La traduction des sources en langues étrangères est assurée par la DIDR.

Sur l'ensemble du territoire centrafricain, la situation sécuritaire reste très précaire au point où « l'état d'urgence sécuritaire » décrété en janvier 2021 a été maintenu jusqu'au mois d'août 2021 et un couvre-feu, instauré en janvier 2021¹, est toujours en vigueur de 22 heures à 5 heures².

La capitale, marquée par des violences et atteintes à la vie humaine depuis 2013 entre forces armées régulières et rebelles mais également entre civils, connaît un calme relatif depuis 18 mois mais les incidents qui surviennent démontrent que Bangui est toujours sous tension.

1. Bangui, capitale sous tension du fait des forces étatiques ou pro-étatiques

1.1. Le développement de groupes étatiques ou pro-étatiques hors du cadre de la réforme du secteur de la sécurité

Des membres du gouvernement et des forces de sécurité ont recruté ou instrumentalisé des membres de groupes armés, semant la confusion sur le terrain. Ceci nuit à la réforme du secteur de la sécurité³, mise en place en 2017 par les autorités centrafricaines, avec le soutien de la communauté internationale et de l'ONU⁴.

Dans un rapport publié en juin 2021, les experts onusiens en RCA se sont penchés sur 4 groupes qui agissent au sein ou en appui des institutions de sécurité de l'État. Bien que ces groupes soient d'horizons différents et n'aient pas les mêmes affiliations politiques, tous ont été formés par cooptation de chefs de groupes armés et de leurs éléments. En ce qui concerne les milices, chacune a reçu une aide en espèces et, pour certaines, du matériel militaire prélevé dans le budget de la défense de l'État⁵. Ces milices ont également été attirées par des promesses d'intégration officielle dans l'armée (Forces armées centrafricaines-FACA) ou les Forces de sécurité intérieure (FSI-police et gendarmerie). Dans le cadre de ses enquêtes, le Groupe d'experts a constaté que des membres du gouvernement qui cherchaient à démontrer leur influence et à renforcer leur position au sein de l'administration présidentielle avaient encouragé la création de certains de ces groupes⁶.

1.1.1 La garde présidentielle

Les experts onusiens ont examiné tout d'abord l'importance croissante en termes de taille et de rôle du « Groupement spécial chargé de la protection républicaine », généralement appelé la garde présidentielle.

Les ressources humaines et la gestion de ce corps échappent au contrôle des FACA et à la réforme du secteur de la sécurité. Le recrutement de la garde présidentielle a été réalisé de manière discrète auprès de jeunes du quartier du président Touadéra (Boy Rabe dans le 4^{ème} arrondissement de Bangui), des membres de son église (église baptiste de Ngoubagara) et de son ethnie (Mbaka-Mandja) mais également auprès de groupes anti-balaka connus. On cite notamment l'exemple de Thierry Lébéné, alias « Colonel 12 Puissances », un ancien combattant anti-balaka sous le commandement de Patrice-Édouard Ngaïssona. Sur les réseaux sociaux, Lébéné s'est identifié comme membre de la garde présidentielle et a posté plusieurs photos de lui « en mission » avec d'autres anciens membres anti-balaka connus, portant des armes et un uniforme de la garde présidentielle⁷.

Le directeur général de la garde présidentielle, le général Alfred Service, a nié l'implication de membres de groupes armés dans celle-ci⁸.

¹ Le Figaro, 07/01/2021, [url](#)

² Ministère de l'Europe et des affaires étrangères, République 09/06/2021, [url](#)

³ United nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

⁴ Minusca, s.d., [url](#)

⁵ United nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

⁶ United nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

⁷ United nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

⁸ United nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

Après l'allocution du nouvel an au cours de laquelle le Président a désigné la plateforme de l'opposition politique, baptisée COD-2020⁹, comme le « précurseur de la CPC » (Coalition des patriotes pour le changement)¹⁰, des chefs de l'opposition se sont inquiétés que des hommes politiques soient pris pour cibles, notamment après la proclamation de l'état d'urgence le 21 janvier 2021. Des sources ont informé le groupe d'experts que Christian Gazam-Betty, membre du parti Union pour la renaissance de la Centrafrique (URCA) d'Anicet-Georges Dologuélé, avait dû se cacher pendant des semaines après avoir échappé à des tentatives d'arrestation extrajudiciaire par la garde présidentielle¹¹.

1.1.2 Les requins

Un groupe baptisé « les requins » a été créé en juin 2019 par Héritier Doneng, fonctionnaire au ministère de la Promotion de la Jeunesse et des Sports. Le groupe était à l'origine uniquement actif sur les réseaux sociaux, diffusant de fausses informations et menaçant les membres de l'opposition politique avant d'annoncer sa dissolution en juillet 2019.

A la fin de 2020, un groupe baptisé du même nom est réapparu, plus important en effectif et « s'appuyant sur une liste de justiciers, principalement d'anciens éléments anti-balaka, opérant dans les rangs de la garde présidentielle »¹². Selon des témoignages concordants, ce groupe, véritable force « de l'ombre », est impliqué dans des opérations de sécurité extrajudiciaires depuis décembre 2020. Opérant principalement la nuit, en dépit d'un couvre-feu imposé depuis janvier 2021, leur pratique la plus courante est l'enlèvement d'individus à leur domicile ou leur soustraction de garde-à-vue dans les locaux de la police ou de la gendarmerie. Ces personnes sont ensuite conduites dans un bureau situé au Camp de Roux, une base militaire qui abrite à la fois les FACA et le quartier général de la garde présidentielle, voire à l'Office central pour la répression du banditisme (OCRB). Selon plusieurs sources, y compris des membres de la garde présidentielle, les « requins » ne répondent pas à une hiérarchie bien établie mais sont plutôt chargés d'exécuter certaines tâches dans le cadre d'opérations extrajudiciaires sur la base d'ordres donnés par un groupe de conseillers présidentiels, utilisant souvent le prétexte de liens présumés avec la CPC, pour mener des opérations violentes et, parfois, faire avancer leurs intérêts personnels¹³.

Thierry Lébéné tient un rôle central au sein de cette organisation puisqu'il a coordonné un groupe restreint d'éléments de la garde présidentielle agissant en tant que « requins », menant des activités en tenue civile mais utilisant souvent des véhicules militaires, ce qui leur permet de se déplacer dans la ville malgré des mesures strictes de couvre-feu¹⁴.

En février 2021, les requins ont été accusés par le *Journal de Bangui* d'avoir assassiné un colonel des « eaux et forêts » à son domicile qui se trouve à l'entrée de la résidence de l'ancien ministre Sylvain Ndoutingaye à PK13 sur la route de Boali. Des témoignages recueillis par le journal ont indiqué que le soldat avait eu une altercation avec un groupe d'autodéfense de son quartier ce qui pourrait avoir un lien avec sa mort et donc confirmer que les requins et les auto-défense sont liés¹⁵.

1.1.3. Les auto-défense de PK5 au service du pouvoir

Le Groupe d'experts a également enquêté sur les activités des groupes d'autodéfense autoproclamés du quartier PK5, engagés dans des combats contre la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA) et les FSI, et impliqués dans de nombreuses violations des droits de l'homme depuis 2013.

⁹ NDLR : il s'agit de la Coalition de l'opposition démocratique qui s'est formée en 2020 et a défendu la candidature de l'ancien Premier ministre Anicet-Georges Dologuélé à l'élection présidentielle.

¹⁰ NDLR : la Coalition des Patriotes pour le Changement est un groupe armé composé de plusieurs rébellions qui se sont alliées sur l'initiative de l'ancien président François Bozizé et ont attaqué Bangui en janvier 2021 avant de reculer devant la contre-offensive des forces régulières soutenues par plusieurs forces étrangères.

¹¹ United nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

¹² United nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

¹³ United nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

¹⁴ United nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

¹⁵ Journal de Bangui, 15/02/2021, [url](#)

Au terme des investigations du groupe, il apparaît que, malgré leurs relations historiquement conflictuelles avec les forces de sécurité étatiques, des éléments connus de ces groupes ont été discrètement recrutés par des responsables gouvernementaux depuis janvier 2021 et se désignent eux-mêmes sous le nom « les volontaires ». Le processus de recrutement a débuté mi-janvier et s'est déroulé sous la tutelle directe du ministre de l'Intérieur et de la Sécurité publique, Henri Wanzet-Linguissara, à travers un réseau d'intermédiaires avec des connexions dans le quartier PK5.

La recrue la plus en vue serait d'après l'enquête des experts, Mahamat Rahama, alias « LT », le principal leader du groupe d'autodéfense PK5 depuis la mort du « général » Nimery Matar Djamouss, alias « Force », en juin 2019. Bien que précédemment engagés dans le processus de désarmement, démobilisation, rapatriement et réintégration (DDR), 58 combattants sous le commandement de LT ont été recrutés via ce processus de recrutement parallèle. Ils ont combattu aux côtés des FACA, des Forces de sécurité intérieure et des instructeurs russes contre la CPC depuis janvier 2021, principalement sur l'axe Bangui -Boali-Bossembele.

Selon des sources du groupe des experts de l'ONU, les nouvelles recrues ont été réparties en trois groupes dirigés par :

- ✓ « LT », également connu comme le « chef d'état-major » général des trois groupes,
- ✓ « Abakar », un ancien « secrétaire général » de « Force », impliqué dans la campagne publique de dénigrement contre quatre membres du personnel de la MINUSCA début 2020
- ✓ Abbas, alias « Kambatiwa », qui a pris le contrôle d'un groupe de combattants basés au PK5, anciennement dirigé par « Apo ».

Chacun des trois groupes a reçu des armes, des uniformes de gendarmerie et un véhicule de gendarmerie. Selon plusieurs témoins oculaires, la remise du véhicule a eu lieu devant l'ancien « Cinéma Étoile » du quartier PK5, à la mi-janvier. Le Groupe d'experts a reçu des preuves photographiques de ces éléments du groupe PK5 vêtus d'uniformes de gendarmerie et de véhicules de gendarmerie, et de « LT » portant une tenue militaire et des armes militaires. Ces éléments sont apparus aux côtés d'individus que les sources du Groupe ont identifiés comme faisant partie de l'équipe d'instructeurs russes, mais qui, selon certaines des recrues du PK5, se sont auto-identifiés comme ressortissants syriens et libyens et ont participé à des opérations de combat aux côtés des recrues. Les recrues du PK-5 ont également expliqué au Groupe d'experts qu'une des maisons de Wanzet-Linguissara dans le quartier de Gobongo (4^{ème} arrondissement de Bangui) servait de plaque tournante logistique et de refuge à leur retour des opérations mais également de point de collecte de munitions et d'argent¹⁶.

Des recrues interrogées ont indiqué que la promesse d'enrôlement officiel dans la gendarmerie qui leur avait été faite au moment de leur engagement n'avait toujours pas été concrétisée¹⁷.

Dans une vidéo publiée le 2 mars 2021 sur le compte officiel du gouvernement sur les médias sociaux, le ministre de l'Intérieur Chargé de la Sécurité Publique a déclaré que le gouvernement utilisait l'ancien chef du groupe d'autodéfense du PK5 sur le terrain contre les rebelles. Le Groupe d'expert a compris que cette déclaration faisait référence à «LT» et a interrogé le ministre sans obtenir de réponse¹⁸.

¹⁶ United nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

¹⁷United nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

¹⁸ United nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

1.2. Des violences disproportionnées

Dans le cadre d'opérations de fouille des quartiers lancées à partir de 2020 sur l'ensemble de la capitale pour lutter contre la criminalité, des civils, qui ne disposaient pas de carte d'identité, ont été arrêtés et emprisonnés. Le média centrafricain *Radio Ndeke Luka* a procédé à des investigations sur le sort de ces personnes et découvert que les détenus ou leurs familles devaient s'acquitter d'une somme allant de 6000 à 20000 francs CFA (soit entre 9 et 30 euros) pour être libérés. Certains ont fait état de conditions de détention déplorables (détenus en surnombre dans les geôles, sans eau ni nourriture). La somme requise aux détenus correspond, selon un responsable de la police, aux frais d'établissement d'une nouvelle carte nationale d'identité mais les anciens détenus ont indiqué ne pas avoir obtenu de document officiel (comme une quittance) après le versement de la somme réclamée¹⁹.

Les éléments de l'OCRB ont procédé à plusieurs arrestations arbitraires, notamment à Bangui, à la suite du premier tour des élections présidentielle et législatives du 27 décembre 2020. A titre illustratif, le 2 janvier 2021, les éléments de l'OCRB qui cherchaient à appréhender un militaire, absent de son domicile au moment des faits, ont alors procédé à l'arrestation de toutes les personnes présentes avec brutalité et en tirant des coups de feu en l'air. Le même jour, la garde présidentielle a perquisitionné une résidence et a arrêté au moins cinq civils qui se trouvaient dans les environs et les ont amenés à la Section des recherches et investigations (SRI). Ces arrestations ont révélé un caractère discriminatoire selon les Nations unies car elles étaient fondées sur l'appartenance ethnique réelle ou supposée des détenus²⁰. Aucune des personnes arrêtées n'a été informée des raisons de son arrestation. Deux des détenus ont été libérés le jour même, un autre le lendemain, tandis que les deux derniers ont été détenus arbitrairement pendant deux semaines supplémentaires²¹.

Alors que le couvre-feu avait été instauré quatre jours auparavant, un jeune homme a été abattu par balle dans la soirée du 11 janvier 2021 dans le 5^{ème} arrondissement par des membres des forces de sécurité car il n'avait pas respecté les horaires du couvre-feu selon la version officielle des autorités. En réaction, des jeunes résidant dans la zone ont transporté le corps de la victime pour le présenter devant la primature en signe de protestation. Selon un témoin cité par *Amnesty International* : « Arrivés au niveau des locaux de la télévision nationale, les jeunes ont été bloqués par la garde présidentielle qui a fait fuir la foule en tirant en l'air. En quittant la zone, plusieurs groupes de jeunes ont croisé une autre unité des forces de sécurité qui a ouvert le feu et touché mortellement à la tête un des membres du groupe. Sa famille n'a pu procéder à l'enterrement que le lendemain. » Six autres personnes ont été blessées au cours de cet incident²².

1.3. Les affrontements entre l'armée et la police

A travers deux articles publiés en juillet 2020, le média centrafricain *Radio Ndeke Luka* a avancé que les altercations entre les agents des FACA et des FSI étaient « récurrentes » à Bangui et s'est interrogé sur « la moralité de certains éléments des forces de défense et sécurité »²³ selon le journal :

Le 16 juillet 2020 au quartier Combattant (8^{ème} arrondissement), des policiers ont saisi une motocyclette garée dans un espace où le stationnement était interdit. Or, l'engin en question appartenait à un élément des FACA. Selon les témoignages recueillis sur place, le propriétaire de la moto a voulu s'interposer et, suite au refus des policiers, s'ensuivent des propos houleux et une bagarre. Une patrouille de la gendarmerie a arrêté le soldat et l'a conduit à la Section des recherches et d'investigations (SRI). Informés de l'arrestation de leur camarade, des soldats sont ensuite venus au poste et ont brutalisé les policiers présents pour faire sortir le soldat appréhendé²⁴.

Deux semaines plus tard au rond-point de Pétévo (6^{ème} arrondissement), des policiers ont saisi la moto appartenant à un soldat qui transportait trois personnes sur son engin pour suivre un cortège funéraire

¹⁹ Radio Ndeke Luka, 09/07/2021, [url](#)

²⁰ L'origine ethnique en question n'a pas été précisée.

²¹ United Nations (OHCHR – UN Office of the High Commissioner for Human Rights) and MINUSCA (United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in the Central African Republic, 04/08/2021, [url](#)

²² Amnesty international, 25/02/2021, [url](#)

²³ Radio Ndeke Luka, 16/07/2020, [url](#)

²⁴ Radio Ndeke Luka, 16/07/2020, [url](#)

qui se rendait au cimetière. De retour du cimetière, le soldat et des camarades ont voulu récupérer le véhicule de force. Suite à l'arrivée d'un pick-up transportant des éléments des FACA, des tirs d'armes automatiques ont été entendus pendant plusieurs minutes. Le calme n'est revenu qu'après l'arrivée du Groupement d'intervention de la gendarmerie nationale (GIGN)²⁵.

2. Bangui, capitale sous tension du fait de François Bozizé et de la Convention des patriotes pour le changement (CPC)

2.1. La fondation de la CPC par François Bozizé

Après sept ans d'exil, l'ex-Président François Bozizé est retourné en RCA en décembre 2019. En janvier 2020, il a dit vouloir demander la radiation de son nom de la liste des sanctions de l'ONU et participer à la réconciliation dans le pays. Son éventuelle candidature à la prochaine élection présidentielle, prévue à la fin de l'année 2020, a suscité des craintes surtout chez les partisans à la réélection de Touadéra, qui avait remporté le scrutin en 2016 grâce au soutien de la plupart des membres du parti de l'ancien président le Kwa Na Kwa²⁶ (KNK) et des Centrafricains d'origine gbaka, ethnie de Bozizé.

En mars-avril 2020, l'arrestation au domicile de Dieudonné Ndomaté, ancien chef antibalaka et Ministre des Arts, de la Culture et du Tourisme, d'individus soupçonnés de fomenter un coup d'état et d'autres personnes près du domicile de Bozizé prouvait, selon celui-ci, l'existence d'une stratégie visant à le faire « liquider aussi bien physiquement que politiquement »²⁷.

Selon les informations recueillies par les experts onusiens, François Bozizé, informé que sa candidature à l'élection présidentielle allait être invalidée par la cour constitutionnelle, s'est déplacé à Kaga Bandoro en décembre 2020, officiellement pour soutenir la campagne des candidats de son parti, aux élections législatives et officieusement pour recruter un groupe armé. Il s'est rendu à Kaba, Batangafo et Kambakota (Préfecture de l'Ouham), où il a tenu le 15 décembre la réunion au cours de laquelle la Coalition des patriotes pour le changement (CPC)²⁸ a été officiellement créée. Dans leur déclaration, les membres fondateurs du CPC ont menacé de recourir à la force pour prendre le pouvoir et ont dénoncé l'Accord politique pour la paix et la réconciliation en RCA de 2019. Selon des membres de la CPC, Bozizé a promis des postes au sein des FACA ou de l'administration aux chefs des groupes armés, l'immunité à tous les combattants même vis-à-vis de la justice internationale. Il leur a également garanti qu'il disposait du soutien de « l'Occident » et d'Etats voisins²⁹.

L'implication de Bozizé dans la CPC dès sa création a été confirmée par un communiqué du groupe du 18 février 2021 indiquant la nomination de l'ancien chef d'état au poste de coordinateur général du CPC et la présence au sein de son groupe de collaborateurs de son fils Jean-François et de Nourredine Adam³⁰.

2.2. L'offensive sur Bangui

La CPC a progressé rapidement des préfectures de Nana-Grébizi, Ouaka, Nana-Mambéré, Haute-Kotto, Ouham-Pendé et Ouham vers Bangui³¹.

L'offensive a été lancée tôt le matin du 13 janvier 2021 dans plusieurs quartiers nord et sud de la capitale (Begoua au PK12, Bimbo à PK9)³² par des « petits groupes de dix à quinze guérilleros » dans « l'objectif de faire peur à la population et de paralyser la ville »³³.

²⁵ Radio Ndeke Luka, 03/08/2020, [url](#)

²⁶ Kwa Na Kwa signifie « le travail rien que le travail » en sango [Note de l'auteur]

²⁷ United Nations (Security Council), 08/07/2020, [url](#)

²⁸ NDLR : la CPC regroupe les groupes armés les plus puissants du pays, à savoir le Mouvement patriotique pour la Centrafrique (MPC), le Front populaire pour la renaissance de la Centrafrique (FPRC), Retour, réclamation et réhabilitation (3R), Unité pour la paix en Centrafrique (UPC) et les deux branches anti-balaka

²⁹ United Nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

³⁰ United Nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

³¹ United Nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

³² Radio Ndeke Luka, 13/01/2021, [url](#)

³³ Le Monde, 13/01/2021.

La MINUSCA, des soldats des FACA, des instructeurs russes et des forces rwandaises ont repoussé une attaque contre la capitale le 13 janvier 2021. Par la suite, les FACA, avec le soutien d'instructeurs russes et des forces rwandaises, ont mené une contre-offensive, s'emparant progressivement des principales villes des rebelles, telles que Boali, Bouar, Bossangoa et Bambari, le CPC reculant souvent avant leur avance pour éviter les conflits³⁴.

3. L'insécurité liée à la criminalité

En 2020, Bangui a connu une augmentation significative du banditisme en particulier dans les 6^{ème} et 8^{ème} arrondissements. La gendarmerie a été en charge de lancer une vaste opération visant à rechercher les malfaiteurs, avec le soutien de la population, et procéder à leur arrestation³⁵. Le phénomène a cependant continué de s'amplifier, s'est étendu à d'autres arrondissements de Bangui, et a pris des formes nouvelles, telles les voleurs à l'arrachée en motos. Surnommés « voleurs jaguars », ces jeunes agissent à la nuit tombée et s'emparent des biens des piétons ou dérobent des motos³⁶. En novembre 2020, le média *Radio Ndeka Luka* a annoncé que les habitants du 5^{ème} arrondissement étaient également victimes d'une vague de braquages nocturnes dans les rues ou dans leurs foyers³⁷.

Une vague de braquages dans les rues et de cambriolages dans les domicile, en particulier dans les quartiers nord de la capitale, a suscité l'inquiétude de la population au début de l'année 2021 et l'interrogation sur l'efficacité des forces de l'ordre, alors que ces méfaits survenaient le plus souvent au cours du couvre-feu³⁸.

Une campagne de contrôle d'identité, de fouilles des domicile en vue de la saisie d'armes de guerre et d'effets militaires a été lancée sur l'ensemble de la capitale et à Begoua³⁹ en juin 2021. En juillet, Begoua, les 4^{ème}, 5^{ème}, 6^{ème} et 8^{ème} arrondissements avaient été fouillés, mais les habitants du 8^{ème} arrondissement et de Begoua se plaignaient encore d'entendre des tirs d'armes à feu en pleine nuit alors que le couvre-feu était toujours en vigueur⁴⁰.

Au début du mois d'août 2021, le quartier de Damala est victime de séries de braquages avec violence commis de nuit alors que le couvre-feu est toujours en vigueur et que les forces de sécurité ont procédé à des fouilles du quartier le mois précédent⁴¹.

Des proches du pouvoir ont en outre été victimes d'incursions nocturnes par des hommes armés à leur domicile, selon le média centrafricain *Radio Ndeke Luka*, sans que leur but véritable ne puisse être identifié (vol ou crime politique). En mai 2021, c'est la famille de Sébastien Wenezoui, ministre-conseiller à la Présidence de la République qui a reçu la visite de trois hommes armés qui ont blessé un de ses fils en son absence. L'homme politique a estimé que cette action avait été menée contre sa personne⁴².

En septembre 2020, le président de la République a lancé officiellement une campagne de remise volontaire d'armes de guerre sur l'ensemble de la capitale en renfort du processus de désarmement, démobilisation et réinsertion des ex-combattants lancé en novembre 2018⁴³.

Au moment de la rédaction de la présente note, le ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères français signale à ses ressortissants que, malgré une importante présence des forces de sécurité, le risque de violences incontrôlées reste élevé dans l'ensemble de la capitale centrafricaine et souligne plus précisément la présence de bandes armées dans le 3^{ème} arrondissement (PK5) et les quartiers

³⁴ United nations (Security Council), 25/06/2021, [url](#)

³⁵ Radio Ndeke Luka, 07/09/2020, [url](#)

³⁶ Radio Ndeke Luka, 02/07/2021, [url](#)

³⁷ Radio Ndeke Luka, 07/11/2020, [url](#)

³⁸ Radio Ndeke Luka, 28/05/2021, [url](#)

³⁹ Radio Ndeka Luka, 18/07/2021, [url](#)

⁴⁰ Radio Ndeke Luka, 09/07/2021, [url](#)

⁴¹ Radio Ndeke Luka, 02/08/2021, [url](#)

⁴² Radio Ndeke Luka, 29/05/2021, [url](#)

⁴³ Radio Ndeke Luka, 26/09/2020, [url](#)

limitrophes. Il souligne le taux de criminalité élevé (vol avec violence, cambriolage, risque peu élevé mais réel, de tentative d'enlèvement), déconseille les sorties nocturnes en dehors des quartiers connus et sécurisés, notamment du fait de l'établissement de barrages de fortune et/ou de la présence de coupeurs de route sur des axes routiers principaux ou secondaires, et de dépasser « la moyenne corniche sur la Colline aux Panthères » en plein jour⁴⁴.

4. La situation sécuritaire à PK5 (3^{ème} arrondissement)

En 2014, des groupes d'autodéfense ont été fondés dans le quartier PK5 (3^{ème} arrondissement de Bangui), peuplé majoritairement de musulmans, lorsque des commerçants de confession musulmane ont requis une protection contre les anti-balaka. Ces groupes, initialement composés d'une majorité d'ex-Séléka, sont devenus des bandes mafieuses qui ont racketté les commerçants et se sont affrontés entre elles régulièrement au détriment de la protection de la population musulmane. En dépit de leurs activités criminelles, ces groupes ont été préférés par les commerçants aux forces de sécurité gouvernementales qui s'étaient « rendues coupables dans le passé de violences antimusulmanes »⁴⁵. Ces groupes, influents dans le quartier PK5, ont refusé d'être associés aux ex-Séléka même s'ils avaient formé avec elles des alliances occasionnelles⁴⁶.

En 2018, selon le Groupe d'experts onusiens, les cinq groupes d'autodéfense principaux étaient « Force, You, Moussa Danda, 50/50 et Appo ». Tous baptisés du nom de leur chef passé ou actuel, ces groupes comptaient entre 25 et 80 hommes. L'Agence France Presse (AFP) a indiqué qu'en décembre 2019, suite à de violents affrontements avec les commerçants du quartier (qui s'opposaient alors au racket des groupes d'autodéfense⁴⁷) réclamant la mort d'une cinquantaine de personnes, les groupes d'autodéfense s'étaient enfuis du quartier⁴⁸. Après ces heurts qui ont causé la mort d'une trentaine de personne et le retour au calme, la force publique a fait son retour dans ce quartier où elle ne se rendait plus depuis l'opération *Sukula*⁴⁹ en avril 2018, selon le *Journal de Bangui*⁵⁰. Par la suite, des bandes criminelles ont déclaré avoir démantelé leurs 13 bases et se sont engagées à participer à un programme de réduction de la violence communautaire. La Minusca a établi une base opérationnelle temporaire à proximité du marché et intensifié les patrouilles, y compris avec les FSI. Le 21 janvier 2020, le commissariat du quartier a été officiellement remis aux FSI et les autorités judiciaires, avec le soutien de la Minusca, ont ouvert une enquête qui a conduit à l'arrestation de 20 individus⁵¹. Le 30 août 2020, avec l'appui de la mission onusienne, un nouveau poste de police a ouvert ses portes dans le quartier⁵².

Dans le cadre de la campagne de remise d'armes lancée en septembre 2020, 400 ex-autodéfenses et 200 civils ont volontairement rendu les armes dans le 3^e arrondissement de Bangui le mois suivant. Après la remise de ces objets létaux, plus de 30 jeunes issus des groupes d'auto-défense se sont enregistrés pour bénéficier du programme de réinsertion dans la vie active comme Abakar Zakaria, « secrétaire général des autodéfenses du 3^{ème} arrondissement »⁵³.

⁴⁴ Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, 09/06/2021, [url](#)

⁴⁵ Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, 23/06/2020, [url](#)

⁴⁶ Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, 23/06/2020, [url](#)

⁴⁷ Journal de Bangui, 26/12/2019, [url](#)

⁴⁸ Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, 23/06/2020, [url](#)

⁴⁹ NDLR : il s'agit d'une opération des soldats de Minusca contre un gang du quartier de PK5, qui ciblait la capture du chef de guerre appelé le « général Force ». L'opération a dégénéré puisque les casques bleus ont été attaqués par des jeunes de PK5 tandis que d'autres dressaient des barricades et brûlaient le commissariat de police encore en construction, dans Le Monde, 13/04/2018, [url](#)

⁵⁰ Journal de Bangui, 08/01/2020, [url](#)

⁵¹ United nations (Security Council), 14/02/2020, [url](#)

⁵² United nations (Security Council), 12/10/2020, [url](#)

⁵³ Radio Ndeke Luka, 23/10/2020, [url](#)

Bibliographie

Sites web consultés en juillet/août 2021.

Organisations intergouvernementales

UN Office of the High Commissioner for Human Rights) and United Nations Multidimensional Integrated Stabilization Mission in the Central African Republic, « Rapport Public sur les Violations des Droits de l'Homme et du Droit International Humanitaire en République Centrafricaine durant la Période Electorale; Juillet 2020 – Juin 2021 », 04/08/2021.

https://www.ecoi.net/en/file/local/2057659/report_abuses_violations_HR_InternationalHumanitarianLaw_Elections_CAR.pdf

United nations (Security council), « Letter dated 25 June 2021 from the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to resolution 2536(2020) addressed to the President of the Security Council », 25/06/2021. <https://undocs.org/fr/S/2021/569>

UN Security Council, « Final report of the Panel of Experts on the Central African Republic extended pursuant to Security Council resolution 2507 (2020) [S/2020/662] », 08/07/2020.

https://www.ecoi.net/en/file/local/2033543/S_2020_662_E.pdf

United nations (Security Council), « Central African Republic; Report of the Secretary-General [S/2020/994] », 12/10/2020. https://www.ecoi.net/en/file/local/2039486/S_2020_994_E.pdf

United nations (Security Council), « Central African Republic; Report of the Secretary-General [S/2020/124] », 14/02/2020. https://www.ecoi.net/en/file/local/2025873/S_2020_124_E.pdf

Minusca, « Réforme du secteur de la sécurité », s.d.

<https://minusca.unmissions.org/reforme-du-secteur-de-la-s%C3%A9curit%C3%A9>

Institutions nationales

Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères, « République centrafricaine-sécurité », 09/06/2021. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/conseils-aux-voyageurs/conseils-par-pays-destination/republique-centrafricaine/>

Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides, République centrafricaine-Situation sécuritaire », 23/06/2020. <https://www.cgra.be/fr/infos-pays/situation-securitaire-32>

ONG

Amnesty international, « République centrafricaine. Une enquête d'Amnesty révèle l'horreur de violences liées au conflit et aux élections, 25/02/2021.

<https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2021/02/central-african-republic-amnesty-investigation-reveals-full-horror/>

Médias

Radio Ndeke Luka, « Centrafrique: le domicile de Sébastien Wenezoui visité par des hommes en armes », 29/05/2021. <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/36962-centrafrique-le-domicile-de-sebastien-wenezoui-visite-par-des-hommes-en-armes.html>

Radio Ndeka Luka, « Bangui : le 6^e arr bouclé par les forces de défense et de sécurité », 18/07/2021. <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/37202-bangui-le-6e-arr-boucle-par-les-forces-de-defense-et-de-securite.html>

Radio Ndeke Luka, « Centrafrique : les multiples crépitements d'armes la nuit inquiètent les Banguissois », 09/07/2021. <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/37166-centrafrique-les-multiples-crepitements-d-armes-la-nuit-inquietent-les-banguissois.html>

Radio Ndeke Luka, « Bangui: que deviennent les personnes interpellées pendant les fouilles des forces de sécurité intérieure ? », 09/07/2021. <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/37163-bangui-que-deviennent-les-personnes-interpellees-pendant-les-fouilles-des-forces-de-securite-interieure.html>

Radio Ndeke Luka, « RCA: la capitale Bangui confrontée à une nouvelle forme de banditisme », 02/07/2021. <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/37133-rca-la-capitale-bangui-confrontee-a-une-nouvelle-forme-de-banditisme.html>

Radio Ndeke Luka, « Bangui: inquiétude suite à la recrudescence de braquages dans les quartiers Nord », 28/05/2021. <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/36992-bangui-inquietude-suite-a-la-recrudescence-de-braquages-dans-les-quartiers-nord.html>

Le Monde, « L'attaque rebelle sur Bangui, cruel révélateur de la fragilité du pouvoir centrafricain », 13/01/2021, [Accès par abonnement]

Radio Ndeke Luka, « Centrafrique : calme précaire à Bangui après de violents affrontements », 13/01/2021. <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/36456-centrafrique-calme-precaire-a-bangui-apres-de-violents-affrontements.html>

Le Figaro, « La Centrafrique impose un couvre-feu face à la rébellion », 07/01/2021. <https://www.lefigaro.fr/flash-actu/la-centrafrique-impose-un-couvre-feu-face-a-la-rebellion-20210107>

Journal de Bangui, « RCA : un colonel des eaux et forêts assassiné à son domicile », 15/02/2021. <https://www.journaldebangui.com/rca-un-colonel-des-eaux-et-forets-assassine-a-son-domicile/>

Radio Ndeke Luka, « Bangui: recrudescence des vols à mains armées dans le 5e arrondissement », 07/11/2020. <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/36235-bangui-recrudescence-des-vols-a-mains-armees-dans-le-5e-arrondissement.html>

Radio Ndeke Luka, « RCA: Des ex combattants et civils de PK5 rendent volontairement les armes », 23/10/2020. <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/36202-rca-des-ex-combattants-et-civils-de-pk5-rendent-volontairement-les-armes.html>

Radio Ndeke Luka, « RCA/désarmement: la population de Bangui appelée à déposer volontairement les armes », 26/09/2020. <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/36101-rca-desarmement-la-population-de-bangui-appelée-a-deposer-volontairement-les-armes.html>

Radio Ndeke Luka, « Bangui: la gendarmerie nationale passe à l'offensive contre le banditisme », 07/09/2020. <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/36033-bangui-la-gendarmerie-nationale-passe-a-l-offensive-contre-le-banditisme.html>

Radio Ndeke Luka, « Bangui: nouvelle altercation entre militaires et policiers au quartier Pétévo », 03/08/2020. <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/35901-bangui-nouvelle-altercation-entre-militaires-et-policiers-au-quartier-petevo.html>

Radio Ndeke Luka, « Bangui: 3 policiers blessés dans une rixe avec des FACA au quartier Combattant », 16/07/2020. <https://www.radiondekeluka.org/actualites/securite/35824-bangui-3-policiers-blesses-dans-une-rixes-avec-des-faca-au-quartier-combattant.html>

Journal de Bangui, « RCA : des patrouilles de police reviennent dans le PK5 », 08/01/2020, <https://www.journaldebangui.com/rca-des-patrouilles-de-police-reviennent-dans-le-pk5/>

Journal de Bangui, RCA : plus 11 morts dans des affrontements entre miliciens et commerçants », 26/12/2019. <https://www.journaldebangui.com/rca-plus-11-morts-dans-des-affrontements-entre-miliciens-et-commerçants/>

Le Monde, « La Minusca et le gouvernement centrafricain se défendent de toute bavure à Bangui », 13/04/2018. https://www.lemonde.fr/afrique/article/2018/04/13/a-bangui-une-operation-militaire-ravive-les-tensions_5284931_3212.html